*Héritages de la Révolution française à la lumière de
Jaurès*, CH. PEYRARD ET M. VOVELLE (DIR.)

Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2002, 194 p.
ISBN 2-85399-514-3, 20 €

Michel Pertué

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/5533>

DOI : 10.4000/ahrf.5533

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 186-188

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Pertué, « *Héritages de la Révolution française à la lumière de Jaurès*, CH. PEYRARD ET M. VOVELLE (DIR.) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 332 | avril-juin 2003, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5533> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.5533>

HÉRITAGES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE À LA LUMIÈRE DE JAURÈS

CH. PEYRARD ET M. VOVELLE (DIR.)

Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2002, 194 p.

ISBN 2-85399-514-3, 20 €

Après avoir invité la Commission d'histoire de la Révolution française à faire elle-même le récit de sa longue existence, depuis sa création, à l'initiative de Jaurès en 1903, la direction du CTHS n'a finalement pas autorisé en 1999 la publication, dans le n° 2 de la nouvelle série du *Bulletin d'histoire de la Révolution française*, des textes et documents préparés et réunis par Cl. Mazauric, Ch. Peyrard et M. Vovelle. C'est pourquoi une journée d'études fut organisée à Aix-en-Provence, le 8 mars 2000, pour les présenter et du coup réfléchir, de manière plus générale, à l'héritage institutionnel de la Révolution. Les actes de cette journée, auxquels ont été ajoutées de nombreuses annexes et illustrations, forment un ouvrage émouvant et ce n'est pas sans mélancolie qu'on achève ce « parcours dans une vieille culture républicaine française » qui nous est ici offert par les auteurs. Au fil des pages, en regardant les fac-similés de procès-verbaux avec les écritures de P. Caron et d'A. Soboul, ou de gravures de la maison de Saint-Just, les photographies des grands anciens et de ceux qui sont encore parmi nous, en lisant des lettres de J. Godechot, en consultant la longue liste des publications de la Commission depuis un siècle, et en suivant la narration de son histoire mouvementée, on se laisse en effet aller à une certaine nostalgie...

Le livre est donc principalement consacré à la « Commission Jaurès », à sa création et à son fonctionnement jusqu'au début des années 1980 (deux articles de Ch. Peyrard), à sa place définitive à l'intérieur du CTHS sur laquelle on s'interroge pendant près de vingt ans, de la normalisation de 1985/86 à la fusion de 2000 avec la section d'histoire moderne et contemporaine (un article de M. Vovelle ; différentes annexes : un échange de correspondance entre J. Godechot et Cl. Mazauric, une déclaration du doyen Godechot, les lettres de M. Vovelle aux ministres Allègre et Lang, les publica-

tions de la Commission recensées par J.-P. Bertaud, F. Brunel et M. Vovelle). Un article de B. Vinot sur la maison de Saint-Just à Blérancourt et un autre d'A.M. Rao sur les institutions culturelles italiennes et la Révolution française, avec une abondante bibliographie, complètent cet ensemble.

Invité par la Chambre à inscrire au budget les crédits nécessaires au classement et à la publication des documents d'archives relatifs à la vie économique de la Révolution, le gouvernement créa donc à la fin de 1903 une commission composée de parlementaires (Barthou, Clémentel, Rivet, etc.), d'universitaires (Aulard, Esmein, Gide, Lavis, Sagnac, Sée, Seignobos), d'archivistes (Caron, Dejean, Servois), de juristes, comme Seligman, et de hauts fonctionnaires (Bayet, Liard, etc.). Elle fut complétée quelques semaines plus tard et près de quarante personnes se réunirent régulièrement autour de Jaurès jusqu'à la Grande Guerre pour organiser et animer un vaste réseau de comités départementaux, tenus par les archivistes et les inspecteurs d'académie, qui couvrit la majeure partie du territoire. Une sous-commission permanente, présidée par Aulard, dans laquelle on retrouvait notamment Bloch, Brette, Caron, Seignobos, préparait le travail et suivait l'ensemble des opérations.

Dégarnie par la guerre et appauvrie par l'inflation qui la suivit, la Commission ralentit beaucoup ses activités dans l'entre-deux-guerres et les réduisit à peu de choses dans les années 1940 et 1950 pendant lesquelles la sous-commission ne fut même pas réunie en 1943, 1952, 1953, 1954, 1956 et 1958. Au tournant des années 1930, la Commission ne soutenait plus financièrement qu'une dizaine de comités départementaux et elle réorienta durablement sa politique de publication en subventionnant principalement des travaux élaborés (mémoires de DES et thèses de doctorat). Entré en 1938 dans la sous-commission, G. Lefebvre chercha bien à redynamiser le réseau au moment du 150^e anniversaire de la Révolution française, mais la Seconde Guerre mondiale brisa net ce nouvel élan et le vieux professeur ne put jusqu'à sa mort que maintenir l'institution et préparer une renaissance dont M. Bouloiseau fut le principal artisan dans les années 1960 et à laquelle J. Godechot et A. Soboul contribuèrent grandement un peu plus tard, dans les années 1970, en établissant une étroite collaboration entre la Commission et l'IHRF. Le bilan de ces années ne peut cependant être comparé à celui des premiers temps et le tournant idéologique et politique des années 1980 (le chiasme paradoxal de l'alternance à gauche et du succès grandissant des idées de F. Furet) favorisa le réexamen au sein du CTHS du statut singulier de la « Commission Jaurès » que la préparation du proche bicentenaire de la Révolution aurait encore pu justifier, si elle n'avait été confiée à d'autres organismes (Commission CNRS et mission).

Rebaptisée Commission d'histoire de la Révolution française en 1983, après avoir abrégé son nom officiel en 1960 (Commission d'histoire économique et sociale de la Révolution française), la « Commission Jaurès »,

rentrant dans le rang et se pliant aux nouvelles règles du CTHS, fut profondément renouvelée en 1985 et se résigna, au début de l'année suivante, à perdre le privilège de percevoir le produit de la vente des ouvrages qu'elle avait publiés depuis 1903. Au moins conservait-elle son identité et, si les ressources du règlement permirent de la tenir à l'écart de l'organisation du Congrès national des sociétés savantes de 1989, présidée par M. Vovelle et relayée sur le terrain par un réseau partiellement reconstitué de comités locaux, la Commission participa régulièrement aux congrès annuels centrés sur des thèmes fédérateurs propres à aboutir à des ouvrages collectifs, publia en moyenne deux livres par an (les thèses de Naudin, Clère, Lemarchand, C. Duprat, Wauters, Kawa, Casanova, etc.), mais elle peina à sortir régulièrement son bulletin et dut renoncer à la collection et à l'impression de textes et documents. C'est dans ce cadre et à peu près à ce rythme qu'elle poursuivit ses activités sous la présidence de J. Bart, de 1996 à 2000, date de son intégration dans la « section d'histoire du monde moderne, de la Révolution française et des révolutions ». Ce nouveau changement institutionnel doit-il être interprété comme un réaménagement nécessaire à la poursuite de nos entreprises ou comme le coup de grâce porté à une structure d'un autre âge ? Fallait-il se soumettre ou se démettre ? Je renvoie le lecteur à l'opinion de M. Vovelle et à la réponse de J. Bart (voir plus haut pp. 179-185) et je me bornerai à faire ici deux observations. La première concerne cette nouvelle section du CTHS dans laquelle les historiens de la Révolution conservent encore une grande place. J'observe que son fonctionnement sur un mode binaire n'est pas évident et que le progressif rééquilibrage entre modernistes et spécialistes de la Révolution ne l'améliorera pas à moins qu'ils n'abandonnent la formule de la juxtaposition pour se rassembler autour d'une thématique commune : « Ancien Régime *et* Révolution ». Car les actuelles difficultés financières du CTHS, sans doute durables, rendront impossible à l'avenir, rendent déjà difficile aujourd'hui, le simple maintien de ce que les uns et les autres faisaient hier. La deuxième observation concerne la Société des études robespierristes. Créée peu de temps après la « Commission Jaurès », en 1907, elle fêtera prochainement son centenaire et doit, elle aussi, faire à cette occasion un travail de mémoire pour retracer son histoire. Disposant d'une revue trimestrielle, organisatrice de journées d'études, décidée à tenir un colloque annuel et publiant désormais, de façon régulière, plusieurs ouvrages par an, elle constitue à l'évidence une structure refuge au moment où les organismes officiels et même les centres de recherches universitaires offrent moins de ressources et de possibilités. Cette excellente rétrospective sur la « Commission Jaurès » nous aide un peu plus à en prendre conscience.